



Plus que jamais, la solidarité avec le peuple palestinien !

Quelques jours après le début du précaire cessez-le-feu entamé dimanche 19 janvier, il est possible de tirer quelques enseignements. Tout ce qu'on peut en penser, c'est que la solidarité des travailleurs et des peuples avec les Palestiniens est plus que jamais à l'ordre du jour.

Nous ne pouvons considérer, en l'état, ce cessez-le-feu uniquement comme une trêve temporaire dans un conflit colonial dont les racines sont bien plus profondes que ce que l'on nous montre. Depuis l'annonce de cette trêve mercredi 15 janvier, plus de 120 Palestiniens ont été tués. Le génocide continue, le massacre des innocents ne s'arrête pas avec des accords ou des annonces. Il est seulement mis en pause pour mieux repartir.

En Cisjordanie occupée y compris à Jérusalem-Est, l'État israélien poursuit ses arrestations et ses exactions dans les prisons israéliennes. Il doit être mis fin à cette politique ! Depuis la libération des 90 prisonniers, au moins autant ont déjà été arrêtés dont 64 lors d'un raid nocturne dans le village de Azzun en Cisjordanie.

Nous le savons, les dirigeants de l'entité sioniste feront tout pour ne pas respecter cet accord proposé depuis huit mois dont ils ne voulaient pas et qui leur a été imposé.

Un bilan du génocide

Après 471 jours de génocide israélien contre le peuple palestinien, on peut dire que la situation à Gaza est une Nakba moderne. L'État colonisateur sioniste a tué officiellement plus de 46 913 Palestiniens, dont 20 000 enfants, et blessé plus de 110 000 personnes. Gaza est réduite en ruines : 65 % des infrastructures sont détruites, la famine est utilisée comme arme de guerre, des familles entières anéanties. Le monde qui regarde, se sent parfois impuissant et celui qui détourne les yeux se partage entre indifférents, complices et co-auteurs du génocide. Le bilan des morts pourrait bien dépasser les 200 000. Et le cessez-le-feu, comme toujours, est une promesse qui ne changera rien si nous ne continuons pas à nous battre pour la fin de ce massacre. Ce cessez-le-feu pourrait ne durer qu'un instant. La menace d'un nettoyage ethnique à venir perdure.

En Cisjordanie, les colonisateurs israéliens avancent chaque jour, avec la bénédiction tacite des impérialistes occidentaux. Des terres palestiniennes sont confisquées pour des colonies réservées aux Israéliens, des centaines de milliers de Palestiniens sont déplacés de force. Le génocide à Gaza n'est qu'un volet d'une oppression qui se déroule partout. Ce n'est pas une guerre, c'est un processus de nettoyage colonial, un projet de domination et de substitution du peuplement, le projet sioniste.

Au 7 janvier, Israël détenait dans ses prisons 10 400 prisonniers dont 3476 en détention administrative (sans procès, ni qu'aucune charge ne soit communiquée), 320 enfants et 88 femmes. Ces chiffres ne prennent pas en compte les milliers de Gazaouis arrêtés, encore détenus dans des camps militaires israéliens. Le nombre de ceux qui ont disparu ou sont morts n'est pas connu.

Les circonstances des arrestations, les conditions de détention sont inhumaines et dégradantes, voire criminelles. Lors de leur libération, toutes et tous témoignent d'avoir vu ou subi des actes de violence, de torture, d'agressions sexuelles, viols, humiliations, ainsi que d'absence d'hygiène, de nourriture correcte et de soins adaptés. Des prisonniers sont placés à l'isolement pour des périodes qui peuvent durer plusieurs mois. Nombre de détenus ont contracté la gale.

Cinquante-six prisonniers sont morts dans les prisons israéliennes depuis le 7 octobre 2023. Rappelons qu'Israël ne rend pas les corps des détenus avant la fin prévue de leur détention. De la même manière, il détient ceux de personnes qu'il assassine lors de ses raids en territoire palestinien occupé. Les vidéos des premières libérations illustrent ce que l'État israélien fait subir aux prisonniers et prisonnières et leurs témoignages sont édifiants. Le cas de Khalida Jarrar est particulièrement significatif.

L'emprisonnement des hommes, femmes et enfants est systémique, effectué dans l'arbitraire le plus total. Le seul droit des prisonniers politiques palestiniens dans l'entité sioniste est celui d'être torturés. La politique d'incarcération du peuple palestinien, de l'arrestation à la libération viole le droit international des droits humains et le droit humanitaire de la guerre. Elle est un outil de répression, de déshumanisation, de harcèlement qui maintient tout un peuple dans l'insécurité permanente. C'est un outil de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid israélien.

Solidarité sans compromis et sans baisser la garde

On entend, par ci par là que, puisqu'il y a un cessez-le-feu, il n'existerait plus de raison de continuer les mobilisations de solidarité. Nous savons que le rôle de notre gouvernement, comme de la plupart de ceux des États impérialistes occidentaux est de ralentir, de désorganiser notre résistance, et de protéger les intérêts impérialistes qui maintiennent Israël en position de force. L'initiative de Trump qui a forcé la main aux sionistes, montrent quel crédit il est possible d'accorder à tous ces gouvernements occidentaux qui prétendaient « négocier » une paix qui n'arrivait jamais.

Le Parti Révolutionnaire Communistes n'est pas dupe des discours officiels qui tentent de masquer la réalité du terrain. La lutte contre l'impérialisme et le colonialisme est une lutte globale. La Palestine est un symbole, ce qui se passe là-bas est ce que les impérialistes veulent imposer partout. Le combat de solidarité avec la Palestine est un combat contre le système capitaliste, contre les puissances impérialistes qui sont les véritables décideurs. Israël n'est qu'un outil dans ce système, un outil redoutable, mais un outil seulement.

Ni le statu quo, ni les manœuvres des impérialistes occidentaux ne sont une solution. Que ce soit au nom de la « paix » ou du « cessez-le-feu », notre combat est celui de la justice et de la libération. Nous refusons tout compromis. Il n'y a pas de paix avec l'occupation, il n'y a pas de justice dans le silence. Nous disons non à toute tentative de gouvernance palestinienne imposée de l'extérieur, par les États-Unis ou Israël. La vraie reconstruction de Gaza n'est pas un simple retour à la « normalité » imposée par l'occupant. La reconstruction, c'est la libération totale, l'autodétermination du peuple palestinien, le droit au retour des réfugiés.

Il faut continuer à exiger des sanctions concrètes contre Israël : Sanctions économiques, embargo sur les armes, interdiction de commercer avec les entreprises qui soutiennent l'apartheid israélien. Nous devons isoler Israël sur la scène internationale et exiger que les responsables rendent des comptes pour leurs crimes de guerre. Nous devons avoir conscience que l'existence même de l'État d'Israël, en tant qu'État colonisateur, raciste, qui organise l'apartheid et la colonisation de substitution est l'obstacle principal à la paix.

Enfin, la répression du droit des Palestiniens à résister à l'oppression, de la censure au silence en passant par l'intimidation, s'intensifie dans le monde entier. Des journalistes de Gaza aux enseignants d'Allemagne, tous ceux qui soutiennent le peuple palestinien sont réduits au silence, menacés et criminalisés. La lutte contre le racisme anti-palestinien est plus que jamais cruciale, car il nourrit l'impunité israélienne et permet à l'occupation de perdurer. Raison de plus, face à cette répression, de continuer à défendre les droits des Palestiniens à résister.

En conclusion

Nous avons, à plusieurs reprises, alerté sur le leurre que représente la soi-disant « solution à deux États ». Avec le cessez-le-feu, elle reprend du poil de la bête. De nombreux politiciens de gauche évoquent de nouveau des initiatives de « consolidation de la paix », un retour à une « solution à deux États », autant d'écrans de fumée destinés à protéger Israël et ses commanditaires de toute responsabilité et à forcer les Palestiniens à négocier leurs droits au lieu de se battre légitimement pour eux et de changer la réalité injuste.

De la partition de la Palestine au génocide orchestré par les impérialistes, en passant par les accords d'Oslo, l'histoire a montré à maintes reprises que les Palestiniens sont appelés à renoncer à leurs droits fondamentaux. Les négociations de cessez-le-feu, leurs suites et les discussions sur le « jour d'après » et la « reconstruction de Gaza » ne font pas exception. La « reconstruction de Gaza » ne doit pas perpétuer la dépendance à l'aide humanitaire ni contribuer indirectement à de nouveaux déplacements forcés. La véritable reconstruction doit être un processus palestinien, tant au niveau de la prise de décision que de la mise en œuvre. Un processus palestinien doit inclure des représentants de tous les acteurs politiques et sociaux sans être accaparé par des individus ou des autorités parrainés par l'étranger. Le « jour d'après » ne concerne pas seulement la reconstruction des infrastructures et des moyens de subsistance, mais aussi une reconstruction libératrice qui rétablisse la dignité et l'unité des Palestiniens, mette fin au blocus et à l'occupation et permette le droit au retour.

Il faut continuer à exiger le retrait total des forces d'occupation et de colonisation de l'enclave. Mais, cela ne saurait suffire.

Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un Etat palestinien indépendant. L'existence d'un Etat colonial empêche une telle paix. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme et continuent de se trouver objectivement dans le camp des colonisateurs. La

solidarité avec la Palestine ne peut se contenter de phrases générales sur la paix. Il faut un Etat où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique. De même, la lutte de libération nationale du peuple palestinien n'a pas besoin de compassion, mais d'un réel soutien politique et d'actions de solidarité internationaliste. Et pour la France, où les Révolutionnaires, comme ailleurs, doivent combattre d'abord leurs capitalistes, cela commence par la lutte politique contre le soutien de l'impérialisme français à l'État colonial sioniste.

Le Parti Révolutionnaire Communistes, après cet accord, soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire